

RAPPORT SUR LE SOUTIEN AUX DROITS DE L'HOMME ET A LA DEMOCRATIE : LE BILAN DES ÉTATS-UNIS POUR 2006

Tunisie

La Tunisie, dont la population atteint près de 10 millions, est dotée d'une constitution qui institue une république à régime présidentiel ; la vie politique est dominée par un seul parti politique, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), et Zine El-Abidine Ben Ali a été président depuis 1987.

Tout au long de l'année, le gouvernement a commis de graves abus. Un système de gouvernement autoritaire a imposé de sévères limites à la participation politique et à la liberté d'expression, d'association, de réunion, et de presse. Le gouvernement a continué à faire preuve d'intolérance envers toute forme de critique publique, et a eu recours à diverses formes de coercition pour éviter de telles critiques, y inclus le harcèlement de journalistes et l'organisation de procès - largement dénoncés - intentés contre les dissidents, militants des droits de l'homme et autres opposants politiques qui revendiquent et exercent leur droit à la liberté d'expression. Les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation et la détention arbitraires de personnes, comme elles ont torturé des prisonniers et des détenus. Le gouvernement a continué à invoquer toute sorte de lois et de règlements pour bloquer la mise en oeuvre de projets et initiatives de réforme, y inclus les programmes visant la promotion de la liberté de la presse. Si certaines initiatives américaines ont pu être menées à bon terme, d'autres ont dû être reportées ou même annulées à cause des restrictions imposées par le gouvernement.

La stratégie américaine en Tunisie en matière de démocratie et de droits de l'homme n'a pas manqué de mettre en exergue les progrès réalisés par le pays dans le domaine social et le domaine économique, particulièrement la promotion de l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes, et a lancé des appels pour que des mesures aussi audacieuses soient prises pour réformer les processus politiques et assurer un meilleur respect des droits de l'homme. Le gouvernement des Etats-Unis a exhorté le gouvernement et la société civile à accélérer et à approfondir les réformes - dont le besoin est devenu critique - dans les domaines politique, économique et des droits de l'homme. Tout au long de l'année, des officiels américains de haut niveau ont soulevé avec leurs homologues locaux des questions relatives aux droits de l'homme, à la démocratie, et à la bonne gouvernance. Des officiels américains ont envoyé à la presse locale des essais à caractère éditorialiste, ont demandé des informations concernant des cas spécifiques, et ont œuvré pour renforcer, par l'octroi de petites subventions, les organisations de la société civile favorables aux réformes économiques, politiques, et des médias. Des officiels américains ont observé le déroulement de procès politiques, comme ils ont demandé instamment au gouvernement de respecter la liberté de réunion et d'association, après avoir été témoins visuels d'incidents au cours desquels le gouvernement a empêché des organisations de droits de l'homme de tenir des réunions.

Tout au long de l'année, les Etats-Unis ont publié des déclarations ayant trait à des questions de droits de l'homme, y inclus une déclaration soutenant le droit des citoyens à exprimer pacifiquement des points de vue indépendants et à s'organiser librement en groupes autonomes. Les Etats-Unis

on distribué des documents de référence rédigés en anglais et en arabe, y inclus des rapports officiels sur les droits de l'homme, la liberté de culte, et le trafic d'êtres humains ; des rapports préparés par des ONG indépendantes sur la situation des droits de l'homme dans diverses régions ; et des revues et articles électroniques sur l'état de droit et sur la transparence dans les activités gouvernementales. L'ambassade des Etats-Unis a distribué des kits ciblés de documents d'information et de vulgarisation liés directement à la célébration de la Journée des droits de l'homme.

Les Etats-Unis ont mis à profit tous les programmes d'échanges, programmes culturels, et programmes professionnels pour promouvoir les valeurs démocratiques. Provenant de domaines aussi divers que l'administration publique, les droits de l'homme, la réforme judiciaire, l'éducation et les médias, 24 personnes ont participé au Programme de Leadership pour les visiteurs internationaux, ce qui leur a permis de rencontrer des collègues venant de différentes parties du monde et partageant les mêmes intérêts et, en même temps, de découvrir les Etats-Unis. Quatre enseignants tunisiens se sont rendus dans des instituts d'été américains pour y étudier des sujets comme l'économie politique des Etats-Unis, la civilisation américaine, et les études américaines, matière enseignée dans les lycées étrangers. Deux professionnels en milieu de carrière ont participé à des programmes d'échange, l'un focalisant sur le thème des droits de l'homme et la démocratie, l'autre sur la gestion dans les secteurs public et privé. Les Etats-Unis ont invité des personnalités de grande réputation à venir dans le pays pour débattre de questions liées aux droits de l'homme et à la démocratie avec des groupes de réflexion, experts, hauts fonctionnaires, journalistes et étudiants. Au mois de septembre, l'ambassade des Etats-Unis a inauguré une série de tables rondes mensuelles consacrées à des sujets liés aux droits de l'homme et la démocratie. Six tunisiens étaient parmi les 42 leaders estudiantins arabes qui ont participé à des instituts de leadership estudiantin aux Etats-Unis puis à une réunion de suivi d'anciens participants tenue par la suite à Abou Dhabi. Au cours de ces programmes, les étudiants ont eu l'occasion d'en savoir plus sur les principes et institutions démocratiques, dialoguer avec des étudiants américains et d'autres étudiants arabes, et mettre au point un projet d'engagement civique en utilisant les outils et compétences acquis au cours du programme.

Les Etats-Unis se sont attachés à la promotion de l'indépendance et le professionnalisme dans les médias, et ce à travers des programmes ciblant les journalistes et des contacts réguliers avec les professionnels des médias. L'ambassadeur et autres responsables ont constamment et régulièrement mis en exergue l'engagement des Etats-Unis en faveur des droits de l'homme, de la transparence, et de la liberté d'expression, que ce soit dans leurs discours, leurs interviews dans les médias, ou leurs publications. Un responsable américain s'est consacré exclusivement au travail de proximité et programme d'ouverture (outreach) ciblant la presse et les médias, s'assurant notamment que les journalistes aient un meilleur accès au contenu du Programme international d'information et autres sources ouvertes et diversifiées d'information. Les Etats-Unis ont donné un soutien actif à un programme impliquant une université américaine et l'IPSI (Institut de presse et des sciences de l'information, Université de la Manouba) - le seul institut de presse tunisien dédié à l'émergence d'un journalisme professionnel de qualité. Le programme a permis aux étudiants tunisiens et américains d'apprendre les uns des autres et de partager leur expérience en matière de publication de journaux consacrés à la vie estudiantine sur le campus et réalisés par les étudiants eux-mêmes. Une autre petite subvention américaine a permis à l'IPSI de lancer un journal d'étudiants. Par ailleurs, trois

journalistes ont participé à un programme d'échanges américain qui leur a permis de revenir au pays avec une connaissance plus approfondie de la culture américaine et une meilleure appréciation de la valeur que peuvent avoir la liberté de la presse et la liberté d'expression. L'ambassade des Etats-Unis a organisé une table ronde à laquelle ont été conviés 11 journalistes et au cours de laquelle un professeur américain en visite dans le cadre du programme Fulbright, a fait une présentation sur le rôle que devrait jouer la presse dans une société démocratique.

Les Etats-Unis ont œuvré pour le renforcement de la société civile et de sa capacité à influencer et interpellier le gouvernement, comme ils ont exhorté le gouvernement à éliminer les lourdes restrictions imposées à l'enregistrement et au financement des ONG. Trois personnes militant pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie ont participé à un programme sur l'activisme de la société civile, ce qui leur a permis de bénéficier d'une formation et de faire des stages aux Etats-Unis en la matière. Tout au long de l'année, les Etats-Unis ont fait du soutien à la liberté de réunion et d'association un élément clé aussi bien du dialogue privé avec le gouvernement que des déclarations publiques. Des officiels américains ont eu des contacts réguliers avec les ONG soumises au harcèlement et aux restrictions du gouvernement, comme ils ont participé à diverses activités organisées par ces ONG.

Pour qu'il y ait une meilleure sensibilisation à l'importance que peuvent avoir l'état de droit et la protection des droits de l'homme, les Etats-Unis ont mis en œuvre au profit d'une faculté de droit du pays, un programme qui a permis d'identifier et d'inviter des professeurs américains spécialistes en la matière. Un programme de développement du droit commercial, financé par les Etats-Unis, a continué à promouvoir l'amélioration des compétences, la transparence, et l'indépendance du système judiciaire, ces objectifs étant d'ailleurs les mêmes que ceux poursuivis par d'autres programmes régionaux d'assistance technique focalisés sur l'état de droit. Au cours de l'année, 80 membres des forces armées tunisiennes ont participé à un programme de formation américain dont l'une des composantes avait trait au respect des droits de l'homme et à l'état de droit.

Divers projets américains se sont intéressés à la création de nouvelles opportunités pour les femmes, y inclus un programme de formation en gestion et développement d'esprit d'entreprise qui s'est tenu aux Etats-Unis et auquel ont participé cinq tunisiennes. Les Etats-Unis ont œuvré pour assurer la participation active de femmes tunisiennes à tous les programmes de coopération, y inclus le réseau régional « La femme et le droit ». Un projet a été consacré à l'amélioration de la participation effective de la femme à l'administration publique des affaires locales, et ce par la mise en place d'un réseau régional indépendant de femmes et organisations militantes.

Les Etats-Unis ont maintenu des contacts étroits avec les communautés musulmane, chrétienne et juive, comme ils ont encouragé les échanges de visiteurs destinés à s'informer sur les traditions américaines en matière de tolérance et pluralisme religieux. Les Etats-Unis ont financé un programme dont l'une des composantes, intitulée « Projet Citoyen », enseignait aux élèves du secondaire comment identifier des questions liées à la vie civique, exprimer leurs opinions, et influencer les décideurs.

Le pays est un pays de transition pour les hommes et les femmes d'Afrique du Nord et de l'Afrique sub-saharienne qui cherchent à émigrer vers l'Europe, dont certains peuvent être des victimes involontaires de trafic d'êtres

humains, vouées à la servitude et à l'exploitation sexuelle. Le gouvernement des Etats-Unis a entretenu des liens avec les autorités locales chargées de la surveillance des frontières, mettant à leur disposition des formations et des équipements leur permettant de détecter les trafics d'êtres humains, le mouvement illégal de migrants et, partant, de mieux protéger les frontières nationales. Travaillant en coordination avec des organisations internationales, des responsables américains ont œuvré pour que le gouvernement et les ONG locales soient mieux sensibilisés au sujet de la nature et des dangers du trafic d'êtres humains.